

La Révolution qui vous incombe

Les Enragé·e·s

2014

Table des matières

Le réformisme est l'allié du capitalisme	3
La classe, remède à la tentation contre-révolutionnaire du syncrétisme de gauche	3
La petite-bourgeoisie	4
L'État	5
Le syncrétisme	5
La réhabilitation de l'État chez les gauchistes	6

La Révolution qui vous incombe n'est possible que dans la mesure où vous resterez vous-mêmes, classe contre classe, ne connaissant pas et ne voulant pas connaître les divisions qui peuvent exister dans le monde capitaliste. C'est la concurrence économique qui est la loi de sa production et c'est la concurrence politique ou les divisions politiques qui, soigneusement entretenues, lui permettent de prolonger sa misérable existence.

Si la classe capitaliste ne formait qu'un seul parti politique, elle aurait été définitivement écrasée à la première défaite dans ses conflits avec la classe prolétarienne. Mais on s'est divisé en bourgeoisie monarchiste et en bourgeoisie républicaine, en bourgeoisie cléricale et en bourgeoisie libre penseuse, de façon à ce qu'une fraction vaincue pût toujours être remplacée au pouvoir par une autre fraction de la même classe également ennemie.

C'est le navire à cloisons étanches qui peut faire eau d'un côté et qui n'en continue pas moins à flotter insubmersible. Et ce navire-là, ce sont les galères du prolétariat sur lesquelles c'est vous qui ramez et qui peinez et qui peinez et qui ramez toujours, tant que n'aura pas été coulé, sans distinction de pilote, le vaisseau qui porte la classe capitaliste et sa fortune, c'est-à-dire les profits réalisés sur votre misère et sur votre servitude.

Jules Guesde

Le réformisme est l'allié du capitalisme

1. – Par le suffrage universel ou catégoriel, l'élection des représentants dans les structures politiques, voire sociales et économiques, la bourgeoisie fait sanctifier l'exploitation par l'élection et se disculpe de son oppression. La loi étant sensée venir du peuple, toute critique devient anti-démocratique, voire dirigée contre le peuple, et on pourra réprimer en toute bonne conscience.

2. – Les réformistes, pour être éligibles, ne doivent pas enfreindre le cadre légal et constitutionnel forgé par la bourgeoisie (prémices de la pacification et de l'intégration au cadre légal). La bourgeoisie lâchera quelques menus avantages aux élus, pour séduire l'électeur, et créditer la tactique réformiste (début de la collaboration et du partenariat).

3. – Les réformistes doivent défendre le parlementarisme et l'Etat. L'Etat, selon eux, serait neutre ou arbitre, donc juste, ou bien encore et tout au contraire, utile pour faire du social, redistribuer les richesses. Il pourrait même être progressiste et il deviendrait alors l'Etat prolétarien contrôlé par les travailleurs. L'impasse est faite sur l'origine et la fonction de l'Etat comme outil d'oppression. Dans nos démocraties, les prolétaires peuvent-ils constituer une majorité électorale, vues les couches sociales intermédiaires dites classes moyennes, les divergences entretenues par le corporatisme et les diverses tendances du réformisme ?

4. – Les salariés, quand ils croient au parlementarisme, s'écartent des révolutionnaires en fondant leur espoir sur la prochaine élection. Pendant ce temps, ils restent corvéables, exploitables et divisés.

La classe, remède à la tentation contre-révolutionnaire du syncrétisme de gauche

Quand on ne conçoit de pouvoir que gouvernemental, quand on ne conçoit d'instrument de lutte que l'État, quand on ne conçoit de démocratie que bourgeoise, quand on a abandonné toute idée de révolution, quand on pense que finalement, le capitalisme doit « seulement » être « modifié », on ne peut évidemment pas faire autrement, en période électorale (c'est à dire désormais, tout le temps !) que de tenter de mettre ensemble des chèvres, des choux et des loups.

Pour « re-gonfler » une « équipe » (qu'on a progressivement contribué à décimer en abandonnant l'organisation de classe et en hurlant sur tous les toits que « la classe ouvrière n'existait plus »...), parce que cette « équipe » il la faut, il en faut, du « contingent de votants », pour espérer gagner une élection bourgeoise, notamment dans le système mis en place sous la 5ème République de ce pays !

Et pour les prolétaires qui se laissent abuser par des promenades ridicules dans les rues, par des plantations d'arbres de la liberté, par des phrases sonores d'avocats, il y aura de l'eau bénite d'abord, des injures ensuite, enfin de la mitraille, de la misère toujours.

Auguste Blanqui

Alors, urgence et politique « petit-bras » obligent, mais surtout, volonté de ne pas porter atteinte au Capital, « on » choisit de « faire masse » plutôt que de faire « classe ».

Et « on » joue le jeu du Capital, avec les règles du Capital, et les objectifs de ceux-ci.

Ce n'est pas une fatalité, ce n'est pas inévitable, c'est un *choix politique* qui vient d'une classe bien identifiable, qui s'appelle la petite-bourgeoisie, qui est entrée en lutte pour la sauvegarde de *ses intérêts à elle*.

La petite-bourgeoisie

Petite-bourgeoisie qui, de par son positionnement -de classe, politique, économique...- spécifique entre le prolétariat et la bourgeoisie, à commencer par son implantation dans les entreprises, est naturellement appelée à connaître, dans ce genre de moment historique, son heure de gloire. (Jusqu'à ce que, une fois sur deux, elle périclète sous les coups du patronat, entraînant avec elle toute une partie des prolétaires qui auront fait la folie de s'en remettre à elle..)

La petite-bourgeoisie chargée de cornaquer le prolétariat en colère (quand même) sur des positions « gauchistes » se dotera en plus d'autres « épouvantails », comme « les agences de notation », ou « les financiers », par exemple.

De Mélenchon à Le Pen en passant par Hollande et Sarkozy, tous le disent avec plus ou moins de virulence : le pouvoir de la finance est la source des déséquilibres économiques et sociaux actuels.

Une telle unanimité est évidemment suspecte. De fait, l'arbre de la finance cache mal la forêt de exploitation. La finance n'existe pas pour elle-même, comme une force qui aurait pris le pouvoir sur « l'économie réelle ». La finance n'est qu'un moment du rapport social capitaliste. La finance ne dirige rien : c'est la classe capitaliste dans son ensemble qui domine le monde, même si elle le fait à sa manière, c'est à dire par la concurrence entre différents secteurs de l'économie, différentes zones géographiques, différents capitaux.

Le pouvoir des financiers n'est rien d'autre que le pouvoir d'un segment du capital au sein d'une domination globale. Dénoncer « la finance » ou les « financiers » en tant que tel, c'est croire que l'intérêt du chef d'entreprise de « l'économie réelle » et celui du travailleur pourrait être commun. La concurrence interne à la classe capitaliste a certes des conséquences importantes pour les prolétaires : mais c'est toujours dans le même sens. Quand la bourgeoisie d'un pays particulier sombre, les prolétaires sombrent aussi : mais quand la bourgeoisie s'en sort, les prolétaires n'y gagnent rien d'autre qu'un peu plus d'exploitation et de survie augmentée.

Ne dénoncer que la finance, c'est faire croire que les maux du capitalisme reposent entièrement sur la faute des courtiers de Wall Street. Ce genre de discours n'a qu'un but : sauver l'exploitation capitaliste et la domination étatique face aux ferments de la révolte. C'est la source de toutes les théories du complot et du pouvoir occulte de quelques uns, boucs émissaires d'un rapport social généralisé qu'on ne veut plus voir en face parce qu'on n'ose plus penser à l'affronter.

Léon de Matthis

Elle évitera évidemment soigneusement de mordre aux jarrets le capitalisme industriel, et même, elle dorlotera toute la fraction locale de cette bourgeoisie, contre la vilaine fraction comprador, « mondialisatrice ».

Dans le « grand manuel d'Histoire » de la bourgeoisie, le mois de juin 1936 est figé comme un mythe.

A l'entendre, ce fût le mois « des acquis mémorables », « des accords de légende » négociés par le non moins légendaire Front Populaire au pouvoir depuis le 5 juin.

Alors que la crise économique ravage le monde depuis 1929, jetant des millions d'ouvriers sur le pavé, et que les puissances impérialistes préparent leurs armes en vue de la Seconde Guerre mondiale qui s'annonce, la France aurait goûté, pendant ce temps, au « Jardin des Délices » avec la semaine de 40 heures, le temps libre, les congés payés et de meilleurs salaires. Et tout ça grâce à la volonté du Front Populaire « de donner du pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse et la paix au monde ».

Bien souvent, les leçons d'histoire de la classe dominante se révèlent être de grossiers mensonges... Juin 1936 n'échappe pas à la règle.

Derrière le slogan « *Du pain, la paix, la liberté* », la classe ouvrière en France apprendra dans sa chair que le seul et unique programme du Front Populaire sera « *de la sueur, du sang et des larmes* ».

Elle évitera d'employer les termes de « propriété privée des moyens de production », d'« expropriation sans indemnisation », elle ne dira pas non plus qu'il faut abolir le salariat.

L'État

Elle cachera son aversion pour l'émancipation réelle du prolétariat en proposant le pis-aller de la « nationalisation » en se gardant bien d'ouvrir toute réflexion sur ce qu'est l'Etat bourgeois aujourd'hui, Etat sans lequel il n'y a PAS de « nationalisation » possible...

Et surtout, elle ne dira pas qu'il faut « détruire l'Etat », au contraire ! Elle dira qu'il faut s'en emparer par les élections, et puis que telle ou telle nomination changeront la nature de cet Etat.

Elle dira que l'État c'est comme un gant, qu'il suffit de changer la main qui est dans ce gant pour que, de gant de fer, ce gant se fasse de velours...

Cette tentation syncrétique, elle n'est possible en tant que telle qu'en période de crise systémique. C'est même LA réponse favorite, en première intention, de la bourgeoisie aux tensions et aux luttes de classe que ne manque jamais de déclencher une véritable crise systémique du Capitalisme comme celle que nous connaissons.

On peut l'appeler « collaboration de classe », ou « fordisme », ou « unité nationale ».

Dans sa forme aiguë, et mise en œuvre par la bourgeoisie soi-même quand ça sent trop « le brûlé », ce syncrétisme s'appelle également « fascisme ».

Le syncrétisme

La tentation syncrétique, c'est le renforcement, par l'amalgame dans une organisation unique (et prétendent UNITAIRE) type « social-démocrate », d'éléments du prolétariat, de la petite-bourgeoisie, voire, du petit capital, de la fausse-classe qu'agite la bourgeoisie depuis des siècles, qu'on l'appelle « peuple » ou « nation », ou les deux.

C'est celle qui consiste à masquer un système plutôt qu'à le dévoiler, alors même que l'époque serait au dévoilement.

Fausse classe, faux ensemble, faussement homogène, au sein duquel cohabitent des classes et des intérêts antagonistes, qui n'ont que peu d'objectifs communs dès lors que tombent les blablas destinés à masquer la réalité de classes de l'ensemble en question.

Une tentation qui, a fortiori à cet instant précis de la crise systémique du capitalisme, non seulement est obsolète et irréaliste (car les antagonismes DE CLASSE s'aiguisent de jour en jour, la bourgeoisie a sorti les couteaux contre nous, et ce ne sont pas les diatribes à base de « pauvres » et de « riches » qui masqueront longtemps ce fait) mais qui de ce fait, devient une arme CONTRE les exploités du capitalisme.

Mais c'est quoi au juste le *syncrétisme de gauche* ?

5. – Les organisations politico-syndicales de gauche, pour obtenir le plus de voix et d'élus, combattent les révolutionnaires et les anti-parlementaristes. La bourgeoisie est heureuse que l'attaque contre le radicalisme des salariés vienne des structures de gauche, ce qui accélère les divisions des travailleurs.

La différence entre ces deux classes (ouvriers et petits bourgeois paupérisés) tient à ceci que l'ouvrier sait, ou devrait savoir, que seule la destruction totale et l'éradication complète du système d'économie politique capitaliste peut sauver la planète et l'espèce humaine, alors que le petit-bourgeois, indémodable fumiste et éternel utopiste entêté est convaincu que quelques bonnes réformes au mode de production impérialiste décadent, qui n'affecteraient nullement son statut social, suffiront à le remettre sur pied pour une nouvelle farandole des pieds nickelés.

Le petit-bourgeois a un ego démesuré et sa scolarité (souvent universitaire) ainsi que sa position sociale autoritaire, en tant que courroie de transmission et transmetteur d'ordre pour ses patrons, lui confère une grande

suffisance narcissique. Le petit-bourgeois sait tout, n'obéit qu'à celui qui le stipendie et, assis dans son salon devant sa télévision entre deux bourbons, en parole et sur papier, il transforme la société.

La réhabilitation de l'État chez les gauchistes

L'une des constantes dans les derniers mouvements sociaux en France fut de se tourner vers l'Etat comme solution aux problèmes soulevés. Au-delà des limites que posent des revendications qui s'adressent à un Etat qui est lui-même au cœur du dispositif dénoncé (privatisations, flexibilité, déréglementation, précarisation), ce qui nous intéresse ici est la posture de la gauche autoproclamée radicale, parfois influente dans ces mouvements. En effet, elle ne se contente plus de cautionner un Etat-providence (pour qui ?) moribond, mais procède à une véritable réhabilitation du rôle de ce dernier.

Le rapport de force permanent ne serait plus à exercer contre le Capital afin d'abolir l'Etat et le salariat. Il s'agirait désormais de se situer à l'intérieur du rapport capital/travail afin de le modifier par le biais du pouvoir étatique. Cette confiance aveugle dans ce pouvoir, qui nie toute autonomie et toute subjectivité propre au mouvement collectif des exploités (travailleurs annualisés et flexibilisés, intermittents du salariat ou précaires en tous genres, avec ou sans papiers), est un des fondements de la théorie réformiste : « il ne s'agit pas d'attaquer l'ennemi au cœur, mais plus vainement d'améliorer la situation présente par le biais d'un médiateur universel et théoriquement neutre (sinon est-ce encore un médiateur ?) : l'Etat ».

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Les Enragé-e-s
La Révolution qui vous incombe
2014

Consulté le 14 mars 2018 de
<http://www.lesenrages.antifa-net.fr/la-revolution-qui-vous-incombe/>

fr.theanarchistlibrary.org